

L'argent des croyants : Des pratiques financières pour les autorités religieuses ?

Jeudi 19 novembre 2009 / Auditorium / 12h45

Khalid OUDGHIRI

Conseiller - Bank Al Jazira (Arabie Saoudite)

Laura BERRY

Directrice exécutive - Interfaith Center on Corporate Responsibility (USA)

Robert RUBINSTEIN

PDG - TBLI Group (Triple Bottom Line Investing Group) (Pays Bas)

Le philosophe français André MALRAUX avait annoncé « Le vingt et unième siècle sera religieux ou ne sera pas ». Il ne pensait pas si bien dire. En effet, pour développer une démarche financière responsable, de plus en plus d'entreprises ont pris le parti de suivre des règles tout droit sorties des textes religieux sacrés. C'est notamment le cas de Khalid OUDGHIRI, conseiller financier pour la banque Al Jazira (Arabie Saoudite) et de Laura BERRY, directrice exécutive du « Interfaith Center on Corporate Responsibility » ou ICCR (USA).

Le modèle de la Finance Islamique

Force est de constater que le système de finance islamique a résisté à la crise financière de 2008, ceci malgré son

volume important (1000 milliards de dollars). Il est intéressant de voir s'il est possible d'inscrire ce modèle dans une éthique généralisable. C'est le premier intervenant de cette conférence, Khalid OUDGHIRI, Conseiller de la Bank Al Jazira (Arabie Saoudite) et spécialiste de finance islamique, qui abordera cette problématique.

Tout d'abord, il faut savoir que la finance islamique est régie par des principes, essentiellement fondés sur la « charia », souvent acceptée comme *loi islamique*. Certaines activités sont donc prohibées et doivent suivre des règles strictes. Ainsi les prêts à intérêts, les investissements qualifiés d'illicites (jeu, alcool, armement, pornographie...) ou la spéculation financière (« on ne peut vendre ce que l'on ne possède pas ») sont donc prohibés. Dans la même direction, les investissements doivent être dirigés vers de l'actif réel et tangible (« l'argent ne peut financer l'argent »). Quant aux contrats, ceux-ci doivent être basés sur la confiance et éradiquer les incertitudes, en limitant les risques et en partageant équitablement les profits et les pertes. Il est important de noter que c'est sur ces aspects que le système économique occidental a montré ses limites.

Selon Khalid OUDGHIRI, la vision égoïste et individualiste de la culture occidentale, source de nuisances, ne se retrouve pas dans la finance islamique, où la liberté ne peut se concevoir sans responsabilités. Cependant, Khalid OUDGHIRI souligne le fait que c'est bien la convergence des grands courants de pensée et religieux qui doit être la référence d'une réflexion sur l'argent responsable.



L'argent des croyants : Des pratiques financières pour les autorités religieuses ?

Jeudi 19 novembre 2009 / Auditorium / 12h45

Les actions de l'ICCR

L'ICCR comprend près de 300 investisseurs dont des communautés religieuses, des fonds de pension, des entreprises de service de santé, des fondations et des diocèses dont les portefeuilles combinés sont estimés à près de cent milliards de dollars.

La mission principale du Interfaith Center on Corporate Responsibility est de réintégrer des valeurs simples et éthiques dans tous les types d'entreprise en se basant sur le pouvoir de la Foi. En effet, l'Interfaith Center of Corporate Responsibility croit que des acteurs de la finance ayant une démarche responsable, ne doivent pas chercher à faire du profit sur des produits dangereux ou nuisibles, provenant de l'exploitation de la faiblesse humaine, de la violation des droits de l'Homme, engendrés par la guerre, le racisme, l'exploitation sexuelle ou la destruction de l'environnement. Au contraire, ils estiment qu'il est nécessaire d'encourager le développement de méthodes de travail sûres et saines et l'investissement dans le développement durable, d'effacer les dettes des nations les plus démunies et de favoriser l'égalité concernant les opportunités d'emploi.

Les actions de l'ICCR se basent sur les 3 thèmes majeurs que sont :

- « The people » : Le travail concernant ce thème a pour but d'offrir des assurances santé de qualité à des prix abordables, de pousser à l'adoption et à

l'implantation de politiques en accord avec les Droits de l'Homme. Dernièrement, l'ICCR est intervenu auprès du géant Wal-Mart qui avait encore recours à une main d'œuvre enfantine pour récolter le coton Ouzbègue.

- « The place » : L'ICCR estime qu'il est indispensable de prendre en compte l'impact de l'activité humaine sur les biosystèmes.
- « The policy » : Ce thème vise à changer les politiques des dirigeants pour les aider à être en accord avec une vision responsable de la finance.

Afin de mener à bien sa mission, l'ICCR fait appel à trois types d'outils de travail. En premier lieu, les dirigeants sont encouragés à suivre le principe de « Shareholder resolutions ». Ceux-ci sont amenés à prévoir des changements majeurs dans leur mode de fonctionnement, dans le domaine des trois thèmes évoqués ci-avant. On peut ainsi citer comme exemple « Ford Motor Company » qui s'est engagé à réformer totalement son système d'assurance santé ou encore « General Motors Corp. » qui a décidé de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre.

Les impacts de ces résolutions sont ensuite analysés selon le principe du second outil : « la notion de transparence ». Celle-ci consiste à analyser les performances de l'entreprise grâce à des outils et indicateurs chiffrés. Enfin, dans le cadre du troisième outil que sont



L'argent des croyants : Des pratiques financières pour les autorités religieuses ?

Jeudi 19 novembre 2009 / Auditorium / 12h45

les « engagements teams », des séminaires sont organisés afin d'aider les managers concernés à comprendre le mieux possible l'impact de ces nouvelles pratiques.

Suite aux présentations de Laura BERRY et de Khalid OUDGHIRI, c'est au tour du médiateur du débat, Robert RUBISTEIN, de prendre la parole et de questionner les intervenants. Robert RUBISTEIN est le dirigeant fondateur de Brooklyn Bridge TBLI Group, une société néerlandaise dont l'objectif est de maximiser simultanément les retours sur investissements financiers, sociaux et environnementaux, pour ses clients et pour ses partenaires. Le principal point de discussion a tourné autour de la manière dont ce type de financements religieux pouvait avoir une influence sur les grosses entreprises internationales. Laura BERRY soutient que ce type de démarche peut avoir un poids à long terme. Ces témoignages permettent ainsi de prouver qu'argent et foi ne sont pas forcément opposés et qu'il est même possible en les couplant intelligemment d'aboutir à un système de fonctionnement financier efficace et responsable.